

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 2 JUIN 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15</b>		
<b>QUORUM : 8</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 25/287</b>		
<b>24SERV23 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - 2 LOTS - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/287

**BUREAU DU 2 JUIN 2025**

**O B J E T : 24SERV23 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE  
DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES  
VERTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE - 2 LOTS - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les articles. L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 et L.2125-1 1°,  
R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique,

**VU** le décret n°2017/1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant  
délégations au Président et au Bureau,

**VU** le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 6 mai 2025,

**CONSIDERANT** que la présente consultation concerne l'Accord-Cadre à Bons de Commande de prestations d'entretien des espaces verts, des parcelles, de voies, de parcs et autres installations publiques comprenant un aménagement paysager de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** que les prestations sont réparties en 2 lots :

Lots	Désignation
01	Secteur Est comprenant les territoires métropolitains de La Crau, Le Pradet, La Garde, Carqueiranne et La Valette-du-Var.
02	Secteur Ouest comprenant les territoires métropolitains de La Seyne-sur-Mer, Saint-Mandrier, Ollioules, Le Revest, Six-Fours-les-plages et Toulon.

**CONSIDERANT** que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Lots	Minimum annuel HT	Maximum annuel HT
1	195 000 €	500 000 €
2	157 150 €	650 000 €

Pour chaque lot, les montants seront identiques pour chaque période de reconduction,

**CONSIDERANT** qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 24 janvier 2025, avec une remise des offres fixée au 3 mars 2025 à 16h00,

**CONSIDERANT** que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

**CONSIDERANT** que 18 dossiers ont été téléchargés et 5 ont été téléchargés anonymement,

**CONSIDERANT** que 6 plis ont été déposés dans les délais, représentant 5 offres pour le lot 1 et 5 offres pour le lot 2,

**CONSIDERANT** que le pli 1 représentant une offre pour le lot 1 et une offre pour le lot 2 ne contient aucune pièce de l'offre rendant les 2 offres incomplètes,

**CONSIDERANT** que pour le lot 1 un courrier de précisions sur la teneur de l'offre et de régularisation a été envoyé à la société SOCIETE PROVENÇALE DE PAYSAGE le 2 avril 2025, dont la réponse a été reçue dans les délais impartis et analysée,

**CONSIDERANT** que pour le lot 2 des courriers de détection d'offre anormalement basse ont été transmis à la société ID VERDE et au Groupement CLM Environnement / SNPE, dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis et analysées,

**CONSIDERANT** que pour le lot 2 un courrier de détection d'offre anormalement basse, de précision sur la teneur de son offre et de régularisation a été transmis au Groupement Méditerranée environnement / Mairesse espaces verts SAS / LGP Jardins SAS le 2 avril 2025, dont la réponse a été reçue dans les délais impartis sans pouvoir être analysée,

**CONSIDERANT** que les membres de la commission décident de classer n°1 les offres :

- Lot 1 : la société ID VERDE sise à la Crau (83260),
- Lot 2 : la société ID VERDE sise à la Crau (83260),

**CONSIDERANT** que la société présente les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

**CONSIDERANT** que la société ne sera attributaire des marchés qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

**CONSIDERANT** qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les marchés ne pourront pas lui être attribués,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**DE DECLARER** irrégulières les offres du candidat CORSE VERT pour le lot 1 et le lot 2.

### **ARTICLE 3**

**DE DECLARER** régulière l'offre du candidat Société Provençale de Paysage pour le lot 1.

### **ARTICLE 4**

**DE DECLARER** régulières les offres de la société ID VERDE et du Groupement CLM Environnement / SNPE.

### **ARTICLE 5**

**DE DECLARER** irrégulière l'offre du Groupement Méditerranée environnement / Mairesse espaces verts SAS / LGP Jardins SAS.

### **ARTICLE 6**

**DE CONSTATER** la recevabilité des candidatures de :

- Lot 1 : la société ID VERDE sise à la Crau (83260).
- Lot 2 : la société ID VERDE sise à la Crau (83260).

### **ARTICLE 7**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les marchés et tous les actes y afférents, avec la société :

- LOT 1 : ID VERDE pour un montant estimatif de 190 143,13 € HT étant précisé :

Minimum annuel HT	Maximum annuel HT
195 000 €	500000 €

- LOT 2 : ID VERDE pour un montant estimatif de 318 679,75 € HT étant précisé :

Minimum annuel HT	Maximum annuel HT
157 150 €	650 000 €

## **ARTICLE 8**

**DE DIRE** que L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 14 juillet 2025 ou de la date de notification du contrat si ultérieure au 14 juillet 2025. Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

## **ARTICLE 9**

**DE DIRE** que les bons de commande relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur le Budget Principal, Budget Annexe Transports, Budget Annexe ZAE, MULTI BUDGETS, Section Fonctionnement exercice 2025 (et suivants), sur les opérations concernées.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 2 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0